LIP UNITE

Pour tput courrier : Lip-Unité,"Maison pour tous" de Palente, 25 BESANCON
ou LL CFDT, 3 Rue Champrond, 25000 BESANCON

DEPECHES QOTIDIENNES

DU 10oct.73 AU 31oct 73

- Rupture de DIJON.
- Préparation du vote du 12 octobre
- Rejet du "plan Giraud"
- Relance de la popularisation; "6 heures avec LIP", Colloque sur l'Emploi, information "en direct de Besançon"

prix 4 F

Pourquoi la "dépêche"

Le besoin d'une information quotidienne "en direct de Lip" a été particulièrement ressenti dans la dernière période de négociations avec GIRAUD, début Octobre.

Depuis plusieurs semaines déjà, l'ORTF, les Radios, la grande presse étaient mobilisées contre nous. Des correspondants trop favorables à notre lutte - parce que trop informés - avaient été déplacés.

Une campagne d'intox exceptionnelle allait se déclancher, parallèlement à la rupture des négociations avec GIRAUD. Elle allait viser à nous présenter comme des "jusqu'auboutistes", des "gauchistes", etc. afin de nous isoler et faire perdre le soutien dont dépend notre rapport de force face au pouvoir et au patronat.

Durant des jours-là, de toutes les régions de France (et même des pays voisins) on a cherché à nous joindre au téléphone, on nous a écrit .. "Nous venons d'entendre à la radio telle ou telle information ... Est ce exact ?..."

C'est dans cette situation que nous avons décidé de diffuser une dépêche quotidienne.

Cette proposition a été faite par la CFDT-LIP, le 8 Octobre, et approuvée à l'AG, le même jour.

La CGT-LIP a d'abord réservé sa réponse, puis elle a refusé de participer à cette initiative, après le vote du 12 Octobre, comme à toutes les initiatives qui lui étaient proposées dans cette période de rupture de l'unité syndicale.

La première "dépêche quatodienne" a été diffusée le 10 Octobre, en fin de journée.

Comment la diffuser?

Diffuser une "dépêche quotidienne", cela implique d'abord des réseaux de diffusion.

Nous avons pensé au départ à deux réseaux de diffusion principaux:

- les organisations syndicales (particulièrement, les UR, UD et UL) qui pourraient être touchées d'abord par des courriers réguliers, et qui pourraient ensuite - si elles le jugeaient utiles - recevoir directement la "dépêche" par téléphone et organiser sa diffusion;

- les regroupements qui se sont effectués, ici et là, sous un nom ou un autre, pour soutenir notre lutte (Comité de soutien, Commissions LIP, etc),

Et parmi ces regroupements, les Commissions LIP ont paru particulièrement adaptées à cette diffusion. En effet, elles se sont constituées à partir d'un "contrat" particulier, différent de celui des comités de soutien habituels:

..../....

apporter leur soutien à notre lutte "en laissant directement la parole aux travailleurs de LIP", en diffusant le matériel de popularisation publié ici, sous notre contrôle, par la commission Popularisation,

et s'abstenir de publier leurs propres analyses sur le conflit (pour ne pas risquer d'introduire des divisions supplémentaires dans le mouvement de soutien).

Les commissions LIP - actives surtout à Lyon, Paris et Roubaix- avaient rempli ce "contrat" en diffusant massivement 'Lip-Unité", le "dossier d'information", le Film-Lip.

Ce sont elles qui ont organisé les trois premiers "réseaux téléphoniques" pour la "dépêche quotidienne": à Paris, Lyon et Roubaix.

Comment la dépêche est faite ? -

Son contenu est déterminé par l'ordre du jour et les débats de l'AG quotidienne, par les diverses autres réunions qui ont lieu dans la journée à la "Maison pour Tous"de Palente.

S'il y a une réunion de coordination, à 14 h. le contenu précis de la dépêche du jour est déterminé à ce moment là. S'il n'y a pas de réunion de coordination, cela se fait de manière plus souple.

Ce qui compte, c'est que la "dépêche" est rédigée tous les jours à la"Maison pour Tous", à un endroit connu de tous, à peu près à la même heure, et qu'on peut y participer, ainsi, après telle ou telle réunion, des travailleurs passent au local de la "dépêche" pour dire ce qu'il faut diffuser sur cette réunion.

Ce qui compte aussi, c'est que la "dépêche" n'est pas à usage extérieur, exclusivement.

C'est la même "dépêche" qui sert pour l'information quotidienne des travailleurs de LIP, ici à Besançon et pour ceux qui s'interessent au conflit, à Marseille ou à Lille ...

La "dépêche" est tirée tous les soirs, à la Maison pour Tous" et diffusée le lendemain matin, avant l'AG, à l'ensemble des travailleurs de LIP.

De cette manière aussi, ce qui est diffusé en leur nom, vers l"extérieur, est placé sous leur contrôle collectif quotidien.

Où en est sa diffusion?

Tous les soirs, la "dépêche" est communiquée par téléphone à des points "zéro" (actuellement Roubaix, Lyon, Paris et Chambéry) ou elle est enregistrée, transcrite et tapée sur stencyls, et rediffusée par téléphone à des "points relais". A leurs tours, ces points assurent une duplication de la "dépêche".

Ronéotypée, la "dépêche est diffusée dans deux directions principales: - elle est portée à des sections syndicales et des militants ouvriers qui l'affiche sur les panneaux syndicaux dans les entreprises

- elle est affichée sur des journaux muraux régulièrement tenu à jour par les "commission LIP" de quartier.

Elle est également postée chaque jour à ceux qui s'y abonnent en envoyant des timbres. Certaines d'entre elles ont été diffusées largement sur des marchés ou dans certaines entreprises.

Tous les trois jours environ, un groupe d'horlogères, membre de la commission LIP unité, les expédie aux organisations CFDT et aux sections syndicales qui en ont fait la demande (800 adresses env.)

LIP UNITÉ

COURRIER : LIP-Unité, " Maison pour Tous " de Palente - 25/Besançon
ou UL-CFDT - 3 Rue Champrond - 25/Besançon

D E P E C H E Q U O T I D I E N N E

du 10 Octobre 1973

Dès le début de la réunion du 9 Octobre 73 à la Salle des Congrès de DIJON, Monsieur GIRAUD a fermement réaffirmé ses propositions antérieures. Il réembauche 989 travailleurs et en licencie 160.

dans son plan, les travailleurs licenciés devraient s'inscrire au chômage - Ils n'auraient aucune garantie de reclassement, que ce soit dans l'usine ou à l'extérieur. Seuls, ceux qui ne retrouveraient pas de travail, ou qui dans leur nouvel emploi perdraient plus d'un tiers de leur salaire, recevraient pendant une période de quelques mois une allocation du fond national de l'emploi.

Réaffirmant leur volonté de négocier face à l'ultimatum de Giraud, les organisations syndicales ont à nouveau fait la preuve que des solutions pratiques peuvent être facilement trouvées pour réduire le nombre des licenciés :

- Réduction de l'horaire de travail à 40 Heures
- Avancement de l'âge de la retraite, etc...

A propos de la mécanique dont M. Giraud prévoit la suppression pure et simple, la CFDT à précisé que les chiffres d'affaires déjà envisageables devraient permettre le réembauchage d'au moins 40 Personnes.

Après une suspension de séance en fin de matinée, la CFDT a proposé un texte contenant de nouvelles propositions faisant l'accord de toutes les organisations syndicales (CGT-FO-CGC-) examinant pour la première fois la possibilité de reclassements extérieurs. La CFDT a cherché, en faisant cette concession,, à faire avancer la négociation. Sur ce point, elle a fait des propositions précises pour les travailleurs qui, dans l'immédiat, devraient être reclassés à l'extérieur : Garantie d'emploi à Besançon , même garantie de salaire et statut que ceux réembauchés à LIP , possibilités de formation pour préparer à une activité présente ou future chez LIP, et ultérieurement garantie de réembauchage chez LIP chaque fois que des emplois seront disponibles dans l'entreprise.

Selon la CFDT, si ces propositions étaient acceptées, leur application devrait faire l'objet d'un accord précis avec l'Inspection du Travail.

A son habitude, Monsieur Giraud a laissé croire qu'il étudiait ces nouvelles propositions - en fait, il les a purement et simplement rejetées dans l'heure qui a suivi.

Comme l'ont souligné nos délégués à l'Assemblée Générale de ce matin, où ils ont rendu compte de cette séance de négociations, le refus de Monsieur Giraud est une nouvelle preuve de sa volonté politique comme celle des pouvoirs publics, d'imposer des licenciements aux travailleurs de LIP.

En même temps, Monsieur Giraud a pris la responsabilité de rompre les négociations. Il était 19 Heures - Monsieur Giraud a déclaré, avant de quitter la salle, qu'il abandonnait sa " mission " et en rendrait compte le lendemain au Ministre du Développement Industriel Economique et Scientifique, Monsieur Charbonnel.

Besançon, 10 Octobre 1973-

LIP UNITE

COURRIER : Lip-Unité, " Maison pour Tous " de Palente - 25-Besançon
ou UL-CFDT - 3 Rue Champrond- 25 Besançon

D E P E C H E -Q U O T I D I E N N E

du II Octobre I973

Aujourd'hui, Jeudi II Octobre, discussions pour préparer les conditions de décision collective sur la réponse à GIRAUD.

Les discussions commencées à l'AG se sont poursuivies toute la journée. Dès I4 Heures, 9 groupes de discussion comprenant chacun des syndiqués et des délégués des deux syndicats se sont réunis.

Ce mode de discussion par groupe a été utilisé par les travailleurs de LIP à plusieurs moments cruciaux de la lutte, notamment le I8 Juin dernier où fut prise la décision de reprendre la production et la vente des montres. Ainsi les travailleurs peuvent prendre des décisions en pleine connaissance de cause.

Chaque travailleur avait reçu un dossier intersyndical comprenant :

- La position de chaque organisation syndicale-CGT-CFDT -
- Les revendications initiales posées par les travailleurs LIP
- Le constat des négociations avec GIRAUD
- Les contre-propositions des quatre organisations CGT - -CFDT - FO et CGC.
- Un documentcomprenant 3 Colonnes parallèles pour les observations des travailleurs.

C'est ce document là qui a le plus servi au cours des discussions de groupes, qui ont été, en général très animées et qui se sont poursuivies de I4 à I8 Heures - retrouvant le ton qu'il avait au début de la lutte, le C.A LIP a diffusé également dès I4 Heures un tract dont on a beaucoup parlé dans les commissions.

La section CGT LIP se déclare en faveur des contre-propositions intersyndicales présentées à GIRAUD mardi matin - celles-ci admettant I60 reclassements à l'extérieur de LIP, à condition d'assurer :

I°/ La garantie de l'emploi et les possibilités de retour dans l'entreprise, que ces travailleurs soient en formation ou réemployés dans une autre entreprise - avec réembauchage prioritaire en fonction des besoins LIP.

2°/ Pour les travailleurs non repris dans l'entreprise, stage de formation avec orientation sur les activités LIP - emploi pour les autres, dans Besançon avec salaire et statut social équivalent

La section CFDT LIP appuie également les contre-propositions intersyndicales en insistant sur le fait qu'elles ont permis, comme elles le déclarent dans un tract " de retrouver l'unité syndicale sur des propositions claires, de démasquer GIRAUD, de faire éclater au grand jour les limites imposées par le Pouvoir à des négociations, de prouver à tous que les LIP ont la volonté de négocier.

Après les discussions pargroupe, les sections syndicales se sont réunies pour faire la synthèse des discussions - dès I9h30, des réunions se poursuivent - une intersyndicale se réunit à 22 Heures . Dans l'état actuel des discussions, une forte proportion des LIP accepte difficilement le compromis élaboré par les organisations syndicales - qui prévoit I60 licenciements.

Mais ils ont de grandes difficultés à apprécier le rapport de force actuel, que le texte CGT déclare moins favorable.

La CGT déclare en effet : " Vous ne devez ignorer non plus que si un soutien demeure réel, les moyens de son expression se sont modifiés. Les autres travailleurs sont en lutte pour leurs propres revendications, emplois, salaires, conditions de travail ".

Une forte proportion de travailleurs LIP estime qu'il est DIFFICILE DE SE PRONONCER SUR LES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'INTERSYNDICALE, DANS LA MESURE OU LES SYNDICATS NE PROPOSENT PAS CLAIREMENT UN PLAN D'ACTION PERMETTANT D'OBTENIR LES GARANTIES PREVUES POUR LES I6OTRAVAILLEURS PLACES A L'EXTERIEUR DE L'USINE

Besançon le II Octobre I973

LIP UNITE

COURRIER : LIP-Unité, " Maison pour Tous " de Palente , 25-Besançon
ou UL-CFDT , 3 Rue Champrond - 25-BESANCON

D E P E C H E Q U O T I D I E N N E

DU I2 OCTOBRE

Suite aux discussions par groupes qui se sont déroulées hier, les travailleurs de LIP se sont prononcés ce matin sur la réponse à donner au plan Giraud.

Le vote a eu lieu à bulletin secret. Chaque travailleur a reçu deux petits bulletins de vote. Sur l'un figurait la formule suivante :

" Pour arrêter la lutte - Reprise du travail avec le plan Giraud "

Sur l'autre :

" Pour continuer la lutte. Relance des négociations sur la base des revendications initiales : pas de licenciements, maintien des avantages acquis ".

Les travailleurs ont été appelés à voter par ordre alphabétique et par rangée. Ils ont mis le bulletin de vote de leur choix dans une urne.

817 Travailleurs ont participé au vote, dont voici les résultats :

17 Refus de vote, abstentions, bulletins nuls.
174 Pour la reprise du travail sur le compromis actuel.
626 Pour la poursuite de la lutte.

Concernant le nombre des votants, il faut préciser qu'une partie du personnel n'était pas appelée à voter :

101 Travailleurs de Lip-Ornans
70 Travailleurs qui ont quitté volontairement l'entreprise depuis le 30 Juin 73
60 Travailleurs des bureaux de Paris
120 Cadres et ETAM qui se sont placés hors du mouvement, mais qui participent à la négociation par la voie de la CGC.

Dans ces conditions, et compte tenu que le personnel LIP comptait 1288 travailleurs au 30 Juin 73, la participation au vote a été très élevée .

A noter aussi qu'une proportion très forte d'ouvrières et d'ouvriers de l'horlogerie, qui se trouvaient pourtant assurés d'être réembauchés dans le plan Giraud, s'est prononcée pour la poursuite de la lutte.

Avant le vote, les délégués des deux syndicats se sont expliqués sur un différend qui a surgi entre ces deux syndicats durant la nuit.

Hier soir, à partir de 22 Heures, une intersyndicale s'était réunie pour faire la synthèse des discussions par groupes de l'après-midi et pour formuler la question favorable du vote de ce matin. L'Intersyndicale s'était mis d'accord sur les deux questions qui

Figurent sur les deux bulletins de vote de ce matin. Durant la nuit, les responsables de la Fédération des Travailleurs des métaux CGT sont revenus sur la décision de l'intersyndicale LIP et ont proposé que le vote de ce matin ait lieu sur une question rédigée d'une manière différente. Cette nouvelle formule préconisée cette nuit par la FTM CGT a été proposée aux travailleurs de LIP par un tract CGT distribué aux travailleurs par la CGT au début de l'assemblée générale. Le tract est titré : Propositions de la CGT - Scrutin du I2 Octobre I973 - Bulletin de vote ". Il met en évidence ce qui a déjà été arraché aux pouvoirs publics par six mois de lutte. Le Pouvoir a déclaré qu'il n'y avait plus de négociations. Il propose que le vote ait lieu suivant la formule suivante " j'estime que dans la situation présente il serait irresponsable de compromettre cet acquis , ce qui se traduirait par la fermeture de l'entreprise ; en conséquence, je me prononce pour la reprise des activités de l'entreprise dans les conditions obtenues, avec la volonté de conserver intacte notre combativité afin de préserver les résultats de notre lutte et d'imposer l'application et l'élargissement des garanties obtenues. " Cette formule reprend les arguments développés par la CGT depuis un certain nombre de jours et largement connus par les travailleurs de LIP. Cette formule aurait tout aussi bien pu être retenue sans changer les résultats du vote. C'est du moins l'appréciation, l'opinion de la grande majorité des travailleurs de LIP qui ont surtout protesté contre la manière d'agir de la CGT qui est revenue de manière unilatérale sur l'accord réalisé par l'intersyndicale.

De nombreux travailleurs de la salle ont protesté contre cette manière d'agir.

Le résultat du vote a été salué par un tonnerre d'applaudissements et par le chant de l'International dont de nombreux travailleurs avaient commencé à siffler l'air pendant le dépouillement du vote.

Mais les discussions par groupes de l'après midi ont montré que les travailleurs de LIP ont conscience des difficultés qui les attendent pour la poursuite de la lutte. Ils s'interrogent, ils discutent des moyens de relancer le mouvement de soutien sans lequel aucun succès ne sera possible, et comptent sur les initiatives des réunions-rencontres et des " 6 heures avec LIP " dans une dizaine de villes.

D'autres initiatives de popularisation seront proposées dès la semaine prochaine. Les travailleurs de LIP s'interrogent également sur les moyens de rétablir et de renforcer encore leur unité.

Dès à présent, les délégués CGT ont réaffirmé que leur organisation resterait aux côtés des travailleurs de LIP, quel que soit le résultat du vote.

En conclusion, un délégué CFDT a déclaré après le vote : " Il n'y a pas ici I74 travailleurs pour la fin de la lutte et 626 pour la poursuite : il y a maintenant 8I7 travailleurs qui poursuivent la lutte tous ensemble . "

Besançon, I2 Octobre I973
I7 Heures.

LIP-UNITÉ

COURRIER : LIP-UNITE " Maison Pour Tous " de Palente -25-BESANCON
ou UL CFDT - 3 Rue Champrond, 25-BESANCON

DEPECHE QUOTIDIENNE DU I8 OCTOBRE

Des divergences continuent à exister entre la CGT etla CFDT concernant la tactique à suivre pour les nouvelles négociations dont nos deux syndicats demandent l'ouverture.

Mais pour tous les travailleurs de LIP, il est évident que l'ouverture de nouvelles négociations, quelle que soit la tactique décidée pour celles-ci, ne pourra être obtenue qu'en fonction du rapport de force qu'il sera possible de maintenir et de développer encore.

C'est pourquoi, depuis le début de la semaine, une forte proportion de travailleurs de LIP prépare activement la relance de la campagne de popularisation qui a été élaborée ces derniers jours, au cours de nombreuses discussions , et discutée à plusieurs reprises aux assemblées générales.

Cette relance de la campagne de popularisation comporte quatre initiatives principales :

I/ A BESANCON MEME des travailleurs de LIP réalisent des enquêtes en ville, avec des magnétophones, pour connaître de manière plus précise le point de vue de la population bisontine à ce stade du conflit.

Les indications recueillies parces mini-enquêtes ont déjà permis de réaliser un tract d'information que la Section CFDT-LIP diffuse à 20.000 exemplaires depuis hier matin dans les entreprises et quartiers (Tract ci-joint)

2/ DES RELAIS DE CONTRE-INFORMATION " EN DIRECT " DE BESANCON sont activement préparés., suite à un premier essai réalisé durant les 3 derniers jours de la semaine dernière.

Pour répondre aux mensonges et déformations de l'ORTF, des radios et de la presse, et pour tenir informés le maximum de travailleurs, des communiqués comme celui-ci peuvent être téléphonés tous les soirs entre I8 et 20 H. dans un certain nombre de villes où ils pourront être rediffusés par divers moyens à l'intention des travailleurs et de la population.

A l'heure actuelle, trois premiers RELAIS TELEPHONIQUES existent :

- A PARIS , à la " coordination technique des mini-commissions LIP " 75 Rue de Flandres -75OI9-PARIS -TELEPHONE: 607 57-89.Permanence de I4 H à 20 H.
- A LYON, à la " coordination technique des mini-commissions LIP " 30 Rue Sergent-Blandan,69OOI-LYON. TELEPHONE: 27-37-26. Permanence de I8 à 2I H.
- A ROUBAIX , à l'Union de Secteur CFDT. TELEPHONE: 70-OI-47 Permanence de I8 H I5 à 20 H.

Ces relais peuvent rediffuser les communiqués par téléphone (se munir de moyens d'enregistrement) à tous ceux qui désirent les utiliser . Dans ces régions, ils sont déjà tirés à la ronéo et rediffusés en de nombreux endroits.

3/ DES METTING-RENCONTRES " 6 HEURES AVEC LIP " sont activement préparés.

Il s'agit de permettre au maximum les rencontres et les discussions entre les salariés, la population et les travailleurs de LIP afin d'approfondir le sens de la lutte qui se poursuit depuis 6 mois et les motifs que peuvent avoir l'ensemble des travailleurs et de la population, pour le succès de leurs propres revendications, de soutenir activement cette lutte.

A l'heure actuelle les " 6 HEURES AVEC LIP " sont envisagés dans les villes suivantes :PARIS-LYON-MARSEILLE-BORDEAUX-LILLE-NANTES-TOULOUSE-CAEN-CLERMONT-FERRAND - MULHOUSE-STRASBOURG-BESANCON ....

Mais c'est aux militants syndicaux de ces villes de nous faire savoir s'ils sont d'accord avec cette initiative et si elle leur parait réalisable.

4/ L'organisation à BESANCON, LES I6,I7 et I8 NOVEMBRE, à l'appel des travailleurs de LIP d'UNE CONFERENCE NATIONALE SUR L'EMPLOI

Cette CONFERENCE NATIONALE doit permettre :

- Un examen, le plus completpossible, de la politique du patronat et du pouvoir concernant l'emploi, durant ces dernières années .
- de montrer les conséquences néfastes de cette politique dans tous les domaines(Economie-législation-santé-Urbanisme etc..)
- de préciser les éléments d'une CHARTE REVENDICATIVE sur l'emploi qui tienne compte des leçons des luttes récentes et sur laquelle les luttes en cours et à venir pourront prendre appui, pour obtenir en particulier une avancée de la législation sociale dans ce domaine.

Pour atteindre ces buts, cette CONFERENCE SUR L'EMPLOI organisera une confrontation vivante entre les spécialistes et chercheurs dans ces domaines (Juristes,Economistes,Urbanistes,Médecins etc..) et les travailleurs qui luttent sur le terrain contre les conséquences de la politique actuelle de l'emploi.

Pour réaliser cette confrontation vivante, un certain nombre de groupes de travail sont en voie de constitution.
Ils comprendront chacun un certain nombre de spécialistes, auteurs de travaux réputés, de militants syndicaux et de travailleurs de différentes entreprises (dont LIP où se posent de manière aigüe des problèmes de l'emploi.

- Les spécialistes présenteront les résultats des travaux les plus récents
- Les responsables syndicaux locaux, régionaux, nationaux apporteront les données d'ensemble et l'analyse des luttes récentes sur l'emploi de leur secteur ;
- les délégations d'entreprise apporteront l'expérience directe des travailleurs.

CETTE CONFERENCE NATIONALE SUR L'EMPLOI sera un acte de soutien aux travailleurs de LIP en lutte, etelle prendra elle-même appui sur la lutte des travailleurs de LIP.

LIP UNITE

TOUT COURRIER " Lip Unité " Maison Pour Tous " de Palente - 25/Besançon
ou UL CFDT - 3 Rue Champrond - 25.000 BESANCON

DEPECHE QUOTIDIENNE

DU 19 Octobre 1973

PREPARATION DES " SIX HEURES AVEC LIP "

Malgré les divergences syndicales, qui freinent les initiatives du personnel,

- LA CGT LIP se refuse à participer aux initiatives de popularisation, avant que les deux syndicats se soient mis d'accord sur la Tactique à suivre pour les nouvelles négociations.

- La préparation des Meetings-rencontres " Six heures avec LIP " se poursuit. Dans chaque local où doit se tenir ce meeting rencontre une chronologie des 6 mois de lutte sera présentée à l'aide de 40 grandes photos format 40 X 60 . Depuis hier matin, une équipe travaille dans le labo photo de la " Maison pour Tous " de Palente, aux agrandissements des photos sélectionnées.

Chaque photo est tirée en 6 exemplaires pour que les " six heures avec LIP " puissent avoir lieu dans 6 villes simultanément; à partir de Lundi, deux équipes se relaieront dans le labo-photo .

Cette chronologie en 40 Photos et légendes doit être présentée sur des panneaux, longueur totale nécessaire : 25 Mètres sur 1,20 environ.

Les militants des villes qui s'apprêtent à accueillir les " 6 Heures avec LIP " peuvent-ils prévoir les panneaux nécessaires ? Le faire savoir le plus rapidement possible à la Commission Voyages et Délégations LIP.

Les " six heures avec LIP " sont dès maintenant prévues dans les villes suivantes : Paris 14°, 54 Rue Pierre-Larousse, métro Plaisance, Samedi 27 Octobre, de 15 Heures à 21 Heures. Elles sont organisées par l'UL CFDT Paris 14° et les commissions LIP du 14° et du 15° arrondissement.

Les entreprises du quartier ayant des problèmes aigüs sur l'emploi tiendront des stands à côté de LIP (Institut Pasteur, secteur hospitalier, chèques postaux ...) Repas sur Place.

Ces premières " Six Heures avec Lip " seront filmées en vidéo et présentées aux travailleurs de LIP le Lundi suivant . Pour tous renseignements, l'UL CFDT 74, rue du Château - Paris 14° - Tél. du Lundi au jeudi 306.55.12

MARSEILLE - Samedi 27 Octobre, organisées par l'UL CFDT.

LYON - Samedi 3 Novembre, organisées par l'UD CFDT. et les 13 minicommissions LIP qui existent dans cette ville.

La délégation LIP achève ce soir un voyage de popularisation à Lyon, commencé Lundi dernier dans le cadre de la préparation des " 6 Heures avec LIP. " Dans ce même cadre, un meeting est prévu à la bourse du Travail de Lyon Mercredi 24 Octobre, toujours dans le cadre de la préparation des " 6 Heures avec LIP " dans la région Parisienne, une délégation achève ce soir un voyage d'une semaine. Elle doit être relevée par une nouvelle délégation dès Lundi prochain. Cette équipe sera renforcée le Samedi 27 Octobre pour les " 6 Heures " prévues dans le I4 ° Arrondissement.

Dans le même cadre, une délégation LIP est attendue du 28 au 4 Octobre.

D'autres voyages sont en cours à Hyères, Narbonne, Issoire, Brassac, Brioude, en Italie sur Invitation du Syndicat unifié de la Métallurgie au Luxembourg.

Dès délégations sont demandées et prévues les jours prochains pour Cherbourg, Saint-Lo, Flers , Caen ,Allone. Pontarlier etc...

Besançon le I9 Octobre I97[illegible]

LIP UNITÉ

YOUT COURRIER : Lip-Unité , " Maison Pour Tous " de Palente -25/Besançon
ou UL-CFDT - 3 Rue Champrond - 25.000 Besançon

DEPECHE QUOTIDIENNE

du 22 Octobre 1973

La section CFDT s'est réunie Vendredi dernier 19 Octobre et a décidé à une très large majorité de proposer comme base d'éventuelles négociations les " contre-propositions " intersyndicales proposées à Dijon le Mardi 9 Octobre, rejetées par Giraud au moment où il a rompu les négociations.

Les Contre-propositions intersyndicales admettent le principe d'un certain nombre de reconversion extérieure à condition qu'un emploi soit garanti à tous dans des conditions équivalentes avec priorité de retour à LIP, pour ceux qui auraient un emploi à l'extérieur.

La CFDT a adopté le texte suivant, qui a été lu ce matin à l'AG :

" Position prise par la section syndicale de la CFDT le 19 Octobre 1973.

Depuis 6 mois les travailleurs de LIP se battent sur 3 revendications .

- Non au démantèlement
- Non aux licenciements
- Maintien des avantages acquis

Après la reprise des négociations, lesquelles n'ont commencé qu'après 4 Mois de lutte, qu'en est-il réellement?

Les travailleurs et leurs organisations syndicales ont imposé le non démantèlement de l'entreprise ainsi que l'emploi de 989 travailleurs, un plan industriel trop étriqué présenté par Giraud malgré la démonstration faite par les organisations syndicales que LIP était viable, laisse sans aucune garantie d'emploi à LIP ou ailleurs 159 Travailleurs.

En effet, alors que les organisations syndicales avaient fait à Dijon des propositions concrètes garantissant un emploi à tous les travailleurs Giraud a claqué la porte.

Proposition intersyndicale spécifiée :

- La garantie d'un emploi à tous.
- Les conditions dans lesquelles les actions de formation de reconversion et de reclassement à l'extérieur de l'entreprise devaient être envisagées.
- Les priorités de réembauche aux travailleurs de LIP.
- Le refus de Giraud devant ces propositions à transformer la situation de 159 Travailleurs en licenciement pur et simple.

C'est ce que l'AG du 12 Octobre a refusé.

Aujourd'hui, il est clair que Giraud comme le Pouvoir en refusant de négocier cherche par tous les moyens à revenir sur ce qui avait été acquis précédemment, notamment le non démantèlement et la garantie d'emploi de 989 travailleurs.

A partir de ce qui a été acquis sur ces points, la section syndicale d'entreprise CFDT, réaffirme qu'elle est prête à négocier pour prouver une solution au problème non résolu avec qui que ce soit, y compris un autre industriel.

En ce qui concerne le traitement des problèmes d'emploi, dans la mesure où ceux-ci restent posés dans les termes d'aujourd'hui, la CFDT pense que c'est sur les bases du projet intersyndical de Dijon qu'elles doivent être traitées.

Par ailleurs, elle rappelle que l'horaire de 40 Heures permettrait de réduire le nombre des laissés pour compte.

Elle rappelle que reste posé le problème de la mécanique, en effet Giraud a purement et simplement liquidé ce département sans aucune justification économique contre l'intérêt bien compris de l'entreprise. Car ce secteur est indispensable au développement des équipements de précision et de la machine outil, deux branches importantes du G.I.E.

Cette liquidation conduit à licencier un grand nombre d'ouvriers hautement qualifiés parmi lesquels il y a de nombreux militants syndiqués. c'est inacceptable. Il faudra sur ce point négocier.

Enfin un problème reste posé qui n'a fait l'objet jusqu'ici d'aucune négociation; c'est celui des avantages acquis qui lèse de façon importante les travailleurs de LIP davantages de garanties qu'ils avaient obtenu dans l'entreprise.

C'est sur ces bases que la CFDT affirme qu'une solution au conflit peut intervenir et qu'elle s'y emploiera.

Elle demande aux travailleurs de LIP de renforcer leur unité afin de mettre en échec toutes les manoeuvres gouvernementales et patronales.

SEETION CFDT LIP I9 Octobre I973

Dans la nuit du Jeudi II au Vendredi I2 Octobre la confédération CGT avait averti directement la commission exécutive CFDT qu'elle abandonnait les contre-propositions intersyndicales de Dijon et qu'elle demandait à la CGT LIP de faire de même, c'est-à-dire de se prononcer objectivement pour le plan Giraud pour ce qui avait pu être obtenu au point où la négociation avait été rompu.

Il y a eu le vote du I2.IO et la CGT LIP a quelque peu modifié sa position initiale en proposant à plusieurs reprises devant l'AG que l'unité syndicale soit rétablie sur des bases claires, à savoir, les contre-propositions intersyndicales de Dijon.

Après l'annonce publique de la position de la CFDT LIP, la CGT LIP n'a pas encore fait connaitre sa position.

De nombreux travailleurs de LIP ont conscience qu'il faudra prendre appui sur le rapport de force considérable pour obliger le gouvernement à négocier, que les contre-propositions dans une certaine mesure l'obtention d'une véritable garantie de l'emploi impose avec des conditions équivalentes pour des travailleurs contraints d'accepter des reclassements extérieurs créerait un précédent plus couteux encore pour le gouvernement.

Sans être dans une situation aussi exceptionnelle que les travailleurs de LIP qui ont touché aujourd'hui leur 4° paye ouvrière, des centaines de milliers de travailleurs pourraient prendre appui sur ce précédent dans leur propre lutte pour leur garantie de l'emploi.

Besançon le 22/IO/I973

LIP UNITE

TOUT COURRIER : Lip-Unité, " Maison Pour tous " de Palente -25/Besançon ou UL-CFDT - 3 Rue Champrond - 25.000 Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE

du 23 Octobre I973

Ce matin, à IO Heures, les CRS ont encerclé la " Maison pour Tous " du quartier de Palente où sont regroupées nos commissions de travail et nos sections syndicales CGT et CFDT.

Sous la protection des CRS, 25 à 30 Inspecteurs en civil accompagnés d'un commissaire de police ont pénétré dans la"Maison pour Tous "et se sont précipitées au premier étage où ils ont procèdé à un contrôle d'identité des travailleurs qui s'y trouvaient et à une perquisition approfondie des locaux.

Ils paraissaient persuadés que la paye ouvrière d'Octobre était effectuée à cet endroit.

L'heure choisie pour l'opération se situe au moment où plusieurs centaines de travailleurs de LIP quittent le cinéma où se tiennent nos Assemblées Générales et se rendent à la Maison Pour Tous.

Pendant que la perquisition et les interrogatoires se poursuivaient au premier étage, des renforts de CRS pénétraient dans la Maison Pour Tous et cherchaient à faire évacuer les lieux.

Mais nous avions appris entre temps qu'un certain nombre de nos camarades dont Charles Piaget, délégué CFDT, étaient retenus au premier étage. Beaucoup d'entre nous refusaient de sortir avant d'être fixés sur leur sort.

L'opération de police s'est prolongée - sans incidents - jusqu'à midi. Des travailleurs des entreprises bisontines ont été immédiatement avertis de ce nouveau coup de force.

Au moment où les CRS ont levé le siège, des travailleurs et des habitants du quartier commençaient à se regrouper sur la place située devant la " Maison pour Tous ". & I4 Heures encore, des travailleurs de l'équipe du matin de la RHODIA sont venus pour témoigner leur solidarité.

au cours de cette opération, des fordes de police ont saisi une somme de 35.770 Francs (3 millions 577.000 anciens francs et 8.IIO Francs en chèques.

Elles ont également saisi 39 montres, ainsi que divers documents concernant la popularisation de notre lutte.

Le butin est relativement maigre par rapport aux sommes que la police espèrait sans doute saisir.

./.

Mais il faut s'attendre à ce que la police cherche à nous porter de nouveaux coups dans les jours prochains. Une brigade " anti-gang ", est arrivée à Besançon depuis un certain temps. De plus l'opération de ce matin a été effectuée pour le compte du juge d'instruction chargé d'instruire la plainte déposée par le syndic Jacquot pour vol, recel etc...

Un certain nombre d'entre nous pourraient être inculpés. C'est une éventualité dont nous avons souvent discuté entre nous . Nous nous y sommes préparés collectivement, en particulier depuis le I8 Juin dernier où fut prise la décision, dans le cadre de notre lutte pour la défense de nos emplois, de reprendre la production et la vente des montres.

Il est évident pour nous tous, ici, que le Pouvoir cherche à exploiter au maximum, par de nouveaux coups, la situation difficile où nous nous trouvons depuis la rupture de l'Unité syndicale.

Au soir de cette opération de police, nous souhaitons tous, quelles que soient nos divergences, que les orientations syndicales n'empêcheront pas le mouvement de soutien de se poursuivre.Ce soutien actif représente notre seule chance de faire reculer le Pouvoir et d'obtenir un succès qui pourra être utile,au delà de la satisfaction de nos propres revendications, à des centaines de milliers d'autres travailleurs menacés tous les jours dans leur emploi, leur qualification professionnelle, leur cadre de vie.

Besançon le 23/I0/I873

I9 Heures

LIP UNITE

TOUT COURRIER ; LIP UNITE, "Maison pour tous" de Palente, 25 BESANCON
ou UL CFDT, 3 Rue Champrond, 25000 BESANCON

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 24.10.73.

Le coup de force tenté par la police contre nous, hier, a provoqué une vive réaction d'un grand nombre de travailleurs de LIP. La participation à l'Assemblée Générale de ce matin a été particulièrement forte, Durant toute la journée de nombreuses réunions de travail ont eu lieu à la "Maison pour tous ".
Nous avons décidé de tenir une réunion de coordination quotidienne conscrée aux problèmes de la populairation de notre lutte;la première a eu lieu ce matin.
Une nouvelle campagne de popularisation est entreprise, d'abord à Besançon même où les syndicats CGT LIP & CFDT LIP collent des affiches pour répondre à une affiche anonyme,signée " la majorité silencieuse" apparue sur les murs à la fin de la semaine dernière en même temps qu'un journal patronal entièrement consacré à des calomnies sur notre lutte était mis dans toutes les boites à lettres. Cette affiche anonyme disait : "Piaget, en voilà assez !"Celle de la CGT réplique : "Patrons, gouvernement, en voilà assez !" Celle de la CFDT : " LIP vivra ".
Des réunions de quartiers, des discussions avec les conseils syndicaux des principales entreprises sont prévues pour tous les jours qui viennent. Une estafette, équipée d'une sono diffusera tous les jours le maximum d'informations aux portes des entreprises et sur les marchés. Ce soir nous sommes allées informer nos camarades des Compteurs Schlumberger.

De nombreux travailleursviennent nous voir, nous écrivent, nous téléphonent. Ce qu'ils réclamanet, dans la situation présente, c'est le maximum d'information sur les négociations, avec Giraud, sur les circonstances exactes de leur rupture, sur les conditions dans lesquelles nous avons voté la poursuite de la lutte.
Concernant notre lutte,l'opinion publique a été soumise à une campagne d'intoxication d'une ampleur exceptionnelle.
Un élément décisif pour la poursuite et le succès de notre lutte, ce sera notre capacité, à nous et à tous ceux qui nous soutiennent, de riposter efficacement à cette campagne d'intoxication.
Le succès des meetings " 6 heures avec LIP " sera une étape importante de cette riposte.Le premiermeeting de ce type aura lieu à Marseille, vendredi 26 Octobre. Le secon aura lieu à Paris, dans le 14° arrondissement, samedi 27 Octobre. De nombreux autres sont demandés ou prévus.
La difficulté pour la préparation de ces meetings, c'est la constitution d'un nombre suffisant de délégations de travailleurs de LIP susceptibles de quitter Besançon durant plusieurs jours. Les obligations de famille, la situation tendue qui existe ici nous font hésiter à partir. De plus beaucoup d'entre nous éprouvent le besoin de discuter à fond de la situation nouvelle avant de reprendre la route pour participer à des réunions-débats. Une commission s'est mise au travail sur cette question. Elle étudie les questions qui ont été posées le plus souvent an cours des dernières réunions, notamment à LYON & PARIS, et déterminnent collectivement les réponses qui peuvent être données .

...../.../

La journée a été également concacrée à la préparation du COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI dont la tenue est proposée à notreinitiative, les 16,17 et 18 Novembre à Besançon.Un projet d'appel a été établi etsera soumis à l'ensemble des travailleurs à parti de demain. Dès maintenant, cette initiative a suscité un réelintérêt. Les travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi à l'Imprimerie LAROUSSE à Montrouge (région parisienne) ont téléphoné pour annoncer leur participation. De nombreux chercheurs (économistes, juristes,médecins,sociologues,) se déclarent prêts àcollaborrer à cette initiative qui doit permettre un enrichissement de réciproque de la recherche scientifique et de l'action revendicative tout en étant un acte de soutien à notre lutte.

LIP UNITÉ

COURRIER : Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente , 25-Besançon
ou UL-CFDT, "3, rue Champrond, 25-Besancon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 25 OCTOBRE

La préparation des meetings-rencontre "6h avec LIP" se poursuit activement à la Maison pour tous de Palente. Le coup de force policier lancé contre nous mardi dernier a nettement relancé l'activité de nos commissions. Malgré les difficultés de la situation présente que la division syndicale rend d'autant plus menaçante, "Lip a du ressort" comme le proclamait une affiche du début de notre lutte.

En plus des meetings-rencontre déjà annoncés pour Paris (I4°) et Marseille, c'est à Lyon, Saint-Etienne, Roubaix, Carcassonne et Rennes que se dérouleront les meetings dans les IO jours qui viennent. D'autres sont en préparation.

Compte tenu des difficultés de la situation présente nous insistons à nouveau pour que ces Meetings soient organisés sous la responsabilité des organisations syndicales et pour que le soutien à notre lutte se développe en laissant directement la parole au personnel LIP, en respectant les orientations majoritaires qu'il donne à ces initiatives de popularisation.

Il s'agit d'éviter de porter parmi nous des divisions supplémentaires sous prétexte de soutenir notre lutte. Ce serait faire le jeu de ceux qui cherchent à briser notre mouvement.

Nous préparons également le COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI dont nous proposons la réunion à Besançon à la mi-Novembre. Une commission a rédigé un projet d'appel pour ce colloque, qui sera soumis à la discussion de tous les travailleurs de LIP à partir de demain matin. Chacun de nous disposera d'un exemplaire de ce projet et pourra y réfléchir durant le week-end.
Nous en discuterons lundi prochain et le texte définitif de cet appel devrait être prêt lundi soir.
Voici le projet d'appel pour le COLLOQUE NATIONAL POUR L'EMPLOI.

"Si nous, travailleurs de LIP, sommes engagés dans un conflit très dur c'est que nous nous sommes révoltés devant un plan de démantèlement et de licenciements dont nous connaissons très bien les conséquences.

Nous avons compris également que nous ne pouvons nous défendre qu'avec l'appui de tous les autres travailleurs. Mais nous avons été les premiers surpris par l'écho rencontré par notre lutte et par l'immense solidarité qui s'est développée autour de nous.

A partir de là nous avons approfondi plus encore le sens de notre lutte et nous avons mieux compris l'injustice fondamentale qui est faite à la classe ouvrière par la société dans laquelle nous vivons.

Cette cosiété dite libérale repose sur de nombreuses contradictions que masque de moins en moins l'hypocrisie des textes.

C'est ainsi que le droit au travail est basé sur la prétendue liberté des "partenaires sociaux" : le salarié dispose librement de sa force de travail c'est-à-dire qu'il peut à tout instant rompre le contrat qui le lie à l'employeur ; le patron peut lui aussi rompre quand il veut les engagements pris envers les salariés.

Derrière cette apparente égalité se cache en fait une disproportion fondamentale : le salarié qui décide de quitter un emploi ne met pas en cause la marche économique de l'entreprise et, cela va de soi; il ne porte pas atteinte à l'équilibre physique et moral de l'employeur.

Au contraire lorsqu'un patron licencie il met en cause la vie quotidienne du travailleur, souvent sa qualification professionnelle qu'il ne retrouve pas sans son nouvel emploi, son cadre de vie, s'il doit s'expatrier, quelquefois aussi son équilibre physique et psychique.

.../...

L'égalité que prétend entériner le code du travail n'existe pas et n'a jamais existé.

C'est pourquoi les revendications sur l'emploi ne cessent d'être posées par des luttes de plus en plus fréquentes, d'autant que le capitalisme français est entré dans une phase de profonde restructuration illustrée par des bouleversements importants dans les économies régionales (le Nord, Lorraine) ou dans des branches professionnelles (chaussures, textile, livre...). On voit partout des licenciements collectifs ou individuels camouflés sous des vocables "techniques (allègements d'effectifs, dégraissages, compressions, réduction d'emploi, etc...) et le cortège de difficultés que cela crée chez les travailleurs.

Face à une situation de ce genre, qu'on nous présentait bien entendu comme fatale, nous avons décidé de lutter parce qu'en matière de économique et sociale il n'y a pas de fatalité : tout évènement, toute situation est le résultat de décisions prises à divers niveaux par ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Le pouvoir nous présente comme des "jusqu'aux boutistes" et des rêveurs. Il nous fait bien trop d'hanneur ; nous sommes simplement des ouvrières et des ouvriers, des techniciennes et des techniciens, des employès et des cadres qui veulent défendre leur emploi dans une entreprise qu'ils ont largement contribué à développer.

Aujourd'hui, où l'arrogance et l'autorisation du pouvoir nous contraignent à poursuivre la lutte pour la défense de nos emplois, nous proposons de tenir à Besançon les I6, I7 et I8 Novembre I973 un COLLOQUE NATIONAL DE L'EMPLOI.

Au cours de ces journées nous nous efforcerons d'examiner ensemble grâce aux compétences particulières des participants, les différents aspects du problème de l'emploi et de les faire connaître au plus de monde possible.

Dans ce but nous proposons d'organiser, au cours de ces 3 journées une large et vivante confrontation des expériences et des recherches sur ce problème.

Nous invitons à participer à ce colloque national sur l'emploi le maximum de délégations d'entreprises où les questions de l'emploi sont aux premier rang des motifs de mécontentement. Ils apporteront l'experience et la réflexion collective des travailleurs en lutte.

Nous invitions à participer le maximum de responsables syndicaux, régionaux, nationaux. Ils apporteront les données d'ensemble du problème et l'analyse des luttes récentes dans leurs secteurs.

Nous invitons le maximum de chercheurs : économistes, médecins, juristes, sociologues, psychologues, urbanistes... Ils apporteront les resultats des travaux les plus significatifs sur ces questions.

Ensemble avec les travailleurs de LIP, les participants à ce colloque national sur l'emploi pourront faire le point sur ces questions au cours de discussions en groupes, de "tables rondes", de "carrefours" consacrés aux différents aspects du problème.

Le COLLOQUE NATIONAL SU L'EMPLOI prendra appui sur notre lutte. Il permettra l'enrichissement réciproque de la connaissance scientifique et de l'action revendicative. Il sera aussi un acte concrêt de soutien à notre lutte pour la défense de notre emploi.

Tous ceux que cette initiative intéresse sont invités à nous faire connaître leur point de vue et leurs suggestions sur ce projet d'appel, à nous les communiquer le plus rapidement possible (si possible avant lundi matin) en écrivant à :

LIP-COLLOQUE NATIONAL - Maison pour Tous de Palente
25 BESANCON

oooooooooooooooooooooooooooooooooo

LIP-UNITÉ

COURRIER : Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-BESANCON
ou UL-CFDT, 3, Rue Champrond, 25-BESANCON

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 30 OCTOBRE

Comme il est expliqué dans "Lip-Unité" n° I2 (ci-joint) l'UD-CGT du Doubs a demandé que son adresse soit retirée pour le courrier de "Lip-Unité. Prière d'en tenir compte pour l'utilisation du présent bulletin.

Dans ce courrier, nous vous envoyons divers documents pouvant faciliter la popularisation plus que jamais indispensable à la poursuite et au succès de notre lutte. A savoir :

- "Lip-Unité" n° I2. Ce bulletin est déjà largement reproduit, à partir de stencils électroniques. La réunion de coordination de notre commission de Popularisation, en date du 29/I0/73, demande un effort de diffusion particulier pour ce numéro de "Lip-Unité".

- L'Appel pour le COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI dont nous avons pris l'initiative. Nous souhaitons connaître au plus tôt points de vue et suggestions sur cette initiative. Nous souhaitons aussi la plus large participation possible.

- Une note d'information rédigée à l'intention des travailleurs de LIP qui partent en délégation. Elle peut sans doute vous être utile pour répondre à un certain nombre de questions posées actuellement.

- Un document sur notre FILM-LIP. Malgré l'évolution de la situation, ce film reste un instrument très efficace pour la popularisation. Cela est vérifié au cours des nombreuses projections qui continuent à avoir lieu. La location de copies de ce film s'est révélée peu pratique pour nous. Nous vous demandons donc d'envisager l'achat d'une copie (700 F), d'autant que ce film pourra être utilisé après la fin du conflit. C'est l'opinion d'un grand nombre d'acheteurs (40 copies vendues à ce jour).

SITUATION AU 30/I0/73

Trois semaines après la déclaration fracassante de Messmer "LIP, C'EST FINI", où en sommes-nous ? C'est ce que nous cherchons à analyser au cours de nos assemblées générales quotidiennes (toujours très suivies) et des discussions qui se poursuivent à la "Maison pour Tous" de Palente où sont regroupées nos commission et nos sections syndicales.

La division syndicale se maintient et se reflète dans les analyses et initiatives des deux organisations.

Pour la CGT, si "tout nest pas perdu et si'l reste un certain nombre de chances de sauver Lip et l'emploi des Lip", cet espoir repose sur l'idée suivante : "Ce qui était possible le I2 Octobre l'est encore" (A.G. du 29.I0.73).

Le I2 Octobre eut lieu le vote par lequel, trois jours après la rupture des négociations par Giraud à Dijon, nous avons rejeté le"plan Giraud".

Pour la CGT, il reste une chance d'obtenir du pouvoir que ce "plan Giraud" (même sans Giraud) soit appliqué.

Dans ce but, la CGT demande aux travailleurs de LIP de "s'affirmer sur des positions réalistes et de les faire connaître afin de retrouver sur ce point le soutien de la population".

Pour elle, il n'est pas réaliste d'exiger l'ouverture de nouvelles négociations à partir des "contre-propositions intersyndicales de Dijon", comme le propose la CFDT-LIP. Il faut essayer d'obtenir ce qui paraissait acquis au moment de la rupture.

Elle est intervenue dans ce sens auprès des élus du département, du conseil

.../...

général, des groupes parlementaires de gauche. Elle propose à chaque travailleur de LIP d'envoyer une lettre ou un télégramme à M. Pompidou pour lui demander d'assuer le non-démantèlement et la sécurité de l'emploi.

Pour la CFDT-LIP, après I5 jours dominés par la déclaration de Messmer "Lip, c'est fini", des voix ont commencé à dire, depuis une semaine, que cela ne pouvait être ainsi et "un jeu économique souterrain commence à se faire jour. Les partenaires en présence sont les suivants :

- le gouvernement. On ne peut s'attendre à le voir changer officiellement d'attitude. Cependant, les interventions se multiplient et, surtout, on s'aperçoit que, du côté du pouvoir, on n'est pas aussi unanime qu'il paraissait d'abord.

Des patrons, et pas des moindre, ont fait remarquer que Giraud ne pouvait être à la fois l'envoyé du gouvernement et l'industriel désireux de reprendre LIP. C'est une manière de dire qu'il n'était pas le meilleur négociateur possible. Sur la rupture aussi, l'unanimité ne règne plus. On commence à s'étonner qu'elle ait eu lieu au moment précis où le "compromis intersyndical" permettait de conclure.

Auccours d'une réunion avec des patrons, Charbonnel lui-même a été quelque peu contesté et l'on a remarqué une certaine évolution de sa part. Pour lui, "Lip, ce n'est plus tout à fait fini... Lip, ce ne serait fini que dans la mesure où aucun industriel ne voudrait de Lip..."

D'autre part, le gouvernement n'a pas la partie facile en ce moment. Il y a une nette montée du mécontentement. La hausse des prix y est pour beaucoup. Mais les démantèlements et les licenciements se multiplient (ORTF, Imprimerie, etc.) Dans ces secteurs, LIP reste une référence. Le pouvoir peut avoir intérêt à terminer des conflits comme LIP qui peuvent être des foyers de contagion.

- EBAUCHES S.A. le trust multinational continue à jouer un rôle important dans cette affaire. Ce n'est pas un hasard si l'ancien directeur commercial de Lip et 59 personnes des services commerciaux, licenciées par Giraud, viennent d'être réembauchées par une filiale d'EBAUCHES S.A. qui met ainsi à l'abri le réseau commercial de LIP et s'efforce d'empêcher que LIP tombe aux mains des américains et des japonais, ses concurrents.

Certes, EBAUCHES S.A. n'est pas l'allié des travailleurs. Tout le contraire. Ce jeu souterrain qui commence à se faire jour montre seulement que LIP, ce n'est pas fini, que beaucoup de gens sont intéressés par une solution industrielle. Il suffit que le blocage du pouvoir diminue un petit peu pour que ces intérêts se manifestent aussitôt.

En particulier, toutes sortes d'intérêts nationaux et régionaux impliquent que LIP reste le pivot d'une horlogerie régionale. Bref, il y a toujours des solutions industrielles en vue. Lip n'est pas une mine de charbon épuisée. Contrairement à ce qu'EBAUCHES S.A. a cherché à faire croire, LIP est une entreprise viable, rentable, et intéresse à ce titre les capitalistes.

C'est pourquoi, si la situation est difficile, le C.F.D.T-LIP n'est pas pessimiste, à condition que la division syndicale ne continue pas à faire le jeu du pouvoir et que le mouvement de soutien puisse se poursuivre.

Besançon, le 30 Octobre I973.

LIP-UNITÉ

COURRIER : Lip-Unité, "Maison pour tous" de Palente, 25-Besançon
ou UL-CFDT, 3, Rue Champrond, 25-Besançon

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 31 OCTOBRE

L'offensive du pouvoir et du patronat se poursuit contre notre mouvement. Elle cherche à briser notre moral. Que 6 à 700 travailleurs de LIP continuent à participer aux Assemblées Générales au 7ème mois de la lutte inquiète nos adversaires. Aucun effort n'est épargné pour démonter notre Assemblée Générale.

Appuyée par l'O.R.T.F., la radio et la grande presse, cette offensive se développe sur 3 axes principaux :

- L'usine de LIP Ornans : On annonce sa réouverture imminente avec un personnel de 127 personnes. Ducros, patron d'une Société appellée SUPERMEC serait sur le point de signer un contrat de location-vente avec le Syndic chargé de la liquidation des biens de LIP.

Il est certain que le pouvoir est pressé de nous porter ce coup. Mais l'opération ne paraît pas aussi simple. Les crédits pour cette opération ne sont pas encore débloqués. Le problème de la "marque LIP" n'est pas réglé. Si Ornans était louée, actuellement, les machines outils qui y seraient fabriquées devraient être vendues sous une autre marque. Deplus, d'après la loi, le Syndic dispose de 3 mois pour louer ou vendre. Vis à vis des créanciers, il est tenu d'attendre la meilleur offre possible. Quoi qu'il en soit, nous avons pris des dispositions pour discuter à fond de la situation avec nos camarades de LIP-Ornans et déterminer si possible une position commune.

- Le secteur équipement civil et militaire : Là aussi, un patron, Arbel, se déclare prêt à louer ou acheter les machines, à s'installer en ville et a réembaucher une partie du personnel. Mais à ce jour l'opération paraît moins avancée encore qu'à Ornans. Des réunions d'atelier de ce secteur ont eu lieu à ce jour pour faire le point et déterminer une position commune.

- L'inscription du Personnel au chômage : C'est sur ce point que s'exercent les plus fortes pressions ces derniers jours. Le calcul est clair. Si l'on peut dire que les LIP s'inscrivent massivement au chômage, cela pourra signifier aux yeux de l'opinion qu'ils abandonnent la lutte.

A ce jour les informations dont nous disposons, un peu plus de 200 membres du personnel sur un effectif de 1288, au 30.06.73, se sont faits inscrire à l'Agence Nationale pour l'Emploi.

Pour nous pousser à nous inscrire, on utilise à plein la menace que fait peser sur nos familles le refus du pouvoir de nous maintenir le bénéfice de la Sécurité Sociale et des Allocations familliales, comme la législation le permet cependant. Ayant été officiellement licenciés, entre le 6 et le 10.08.1973, nous ne sommes plus couverts depuis le 10.09.1973 et nous assurons nous-mêmes notre Sécurité Sociale et nos Allocations familiales avec l'aide de camarades de ces administrations. Ceux-ci calculent les prestations auxquelles nous avons normalement droit et nous nous les payons avec l'argent provenant de la vente des montres.

Mais depuis plus de 3 jours le bruit circule parmi nous que si nous nous inscrivons au chômage avant la date limite du 12.11.1973 nos droits seraient préservés par la suite. Ce serait un délai exceptionnel que le gouvernement nous aurait accordé.

Cette information viendrait du responsable départemental de Force Ouvrière, qui l'aurait communiquée à la C.G.T.

Noëlle Dartevelle, déléguée C.G.T. l'a confirmé ce matin 31.10.1973 en Assemblée Générale. Elle a déclaré qu'elle ne mettait pas en doute la parole du responsable Force Ouvrière et "qu'elle allait de ce pas se faire inscrire au chômage" ; d'autres délégués C.G.T. auraient déjà fait de même. Cet après-midi nous avons interrogé le

.../...

directeur de l'agence pour l'emploi au sujet de ce délai du I2.II. Après avoir téléphoné à Paris il a déclaré qu'il n'avait aucune instruction dans ce sens. Nous en sommes là. Il est certain que cette situation suscite de nombreuses questions parmi nous et provoque un certain flottement. D'une façon plus générale tout le personnel LIP a conscience que la division syndicale fait le jeu du pouvoir.

Hier, 30 Octobre, 200 travailleurs de LIP ont fait le déplacement de Paris pour participer à la manifestation pour les libertés organisés par la C.G.T., la C.F.D.T. et les partis de gauche.

Deux jours plus tôt notre Assemblée Générale avait décidé que cette participation devait avoir un caractère unitaire et que nous devions défiler sous une banderolle unique C.G.T. - C.F.D.T.

Malheureusement cela n'a pas été possible, notre délégation a été coupée en 2 tronçons.

L'issue du conflit dépend de notre capacité à nous, travailleurs de LIP, à tous ceux qui nous soutiennent d'imposer au plus vite la fin de la division syndicale. C'est une nécessité aussi bien ici à Besançon que dans tout le pays, où le mouvement de soutien est partiellement paralysé par cette division syndicale.

Au moment où l'offensive du pouvoir bat son plein, nous lançons un appel qui tient en peu de mots :

"UNITE POUR LIP"

Besançon, le 3I.I0.73

Comment se procurer la "dépêche"... Et aider à son développement ?

SE METTRE EN RAPPORT AVEC :

Besançon : Lip - Unité, " Maison pour Tous"
de Palente, 25 - Besançon
Tel. (I6 - 8I) 80 - 4I - 89

Region parisienne : COORDINATION DES MINI - COMMISSIONS LIP,
27, rue Linné, 75005 - Paris
Tel. (I6-I) 33I 62 - 05

Région lyonnaise : COORDINATION DES MINI - COMMISSIONS LIP,
30, rue Sergent-Blandan
69001 - LYON
Tel. (I6-78) 27-37-26

Région Roubaix-Tourcoing :

COORDINATION DES MINI-COMMISSIONS LIP, I8, Bd Général-Leclerc,
59 - ROUBAIX Tel. (I6-20) 70 - 0I - 47